



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DEPAFI - Service Immobilier

30 Boulevard Clémenceau

21070 DIJON

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Site de LONS LE SAUNIER 165 Avenue Paul SEGUIN



DEVIS DESCRIPTIF des TRAVAUX / C.C.T.P.

Niveau D.C.E.

LOT N° 2 - DEMOLITION / MACONNERIE

Architecte



Cabinet BEURET-RATEL

2, rue des Rochettes - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél 03.84.24.43.24 - Fax 03.84.43.07.69
beuret.ratel@wanadoo.fr

Economiste



SAS BROISSIAT DEQUEKER

10, Bld Gambetta - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél 03.84.43.16.66
broissiat.economiste@wanadoo.fr

O.P.C.



Cabinet HOMM

8, En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Tél 06.03.58.63.00
c.haubruege@homm-bat.com

Etudes techniques



Cabinet LAZZAROTTO

9, Montée St Romain - 39200 ST CLAUDE
Tél 03.84.45.60.28 - Fax 03.84.45.12.12
bet@lazza.biz

JUILLET 2025

1 - PARTIES CONTRACTANTES

D'une part :

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DEPAFI – Service Immobilier
30, Bld Clémenceau – 21070 DIJON

Et d'autres part :

Les entrepreneurs de chacun des corps d'état dont les soumissions auront été acceptées par le maître d'ouvrage et désignées dans les documents par « l'entreprise »

2 – INTERVENANTS

Architecte	Cabinet BEURET-RATEL 2, rue des Rochettes – 39000 LONS LE SAUNIER
Economiste	Cabinet BROISSIAT DEQUEKER 10, Bld Gambetta – 39000 LONS LE SAUNIER
Etudes Techniques	Cabinet LAZZAROTTO 9, Montée Saint Romain – 39200 SAINT CLAUDE
BET Structures	/
OPC	Cabinet HOMM 8 En Vallot - Grusse - 39190 VAL SONNETTE
Bureau de Contrôle	Cabinet APAVE 420, rue Blaise Pascal – 39000 LONS LE SAUNIER
Coordonnateur SPS	
Bureau d'étude Valorisation des Ressources	Cabinet L.C.D. 7, rue du Temple – 25300 DOUBS

3 - OBJET des TRAVAUX

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO
165, Avenue Paul Seguin – 39000 LONS LE SAUNIER

4 - LISTE des LOTS

- LOT N° 1 – DEPOSE / REEMPLOI
- LOT N° 2 – DEMOLITION / MACONNERIE
- LOT N° 3 – METALLERIE / SERRURERIE
- LOT N° 4 – PLATRERIE / PEINTURES
- LOT N° 5 – MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 6 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
- LOT N° 7 – VENTILATION / PLOMBERIE
- LOT N° 8 – ELECTRICITE COURANTS FAIBLES / FORTS

5 – ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR LE REEMPLOI

Les entreprises s'engagent à intégrer les matériaux de réemploi dans le cadre d'un protocole de vérification précisant : la traçabilité du produit, sa conformité d'usage, son état général.

Les entreprises devront obligatoirement s'inscrire sur l'outil de suivi Trello, mis à disposition gratuitement par Low Carbon Design. Cet outil servira à : référencer les matériaux proposés au réemploi, recueillir les avis des entreprises, valider collectivement les choix en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage (MOA), le maître d'Œuvre (MOE), les bureaux d'études et, le cas échéant, le bureau de contrôle.

Les entreprises recevront une notification lors d'une proposition de matériaux de réemploi. Celles-ci s'engagent à répondre en moins d'une semaine sur le logiciel de suivi TRELLO

6 - TRAVAUX NON COMPRIS

- Mobilier intérieur : chaises, tables, meubles....
- Equipement de cuisine
- Plans d'évacuation et extincteurs

7 - DOCUMENTS DE TRAVAIL

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) a été réalisé sur la base des plans suivants :

- Plans Architecte : Octobre 2024
- Plans Electrique / Thermique : Mars 2025

8 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance de l'ensemble des pièces du projet, ainsi que des prescriptions des documents contractuels d'ordre général et en particulier auxquelles il est soumis.

Après consultation des entreprises, si pour des raisons d'économies au projet ou toutes autres raisons, les spécifications du devis descriptif de base doivent être modifiées par le concepteur avec l'accord du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur sera informé de l'ensemble de ces modifications relatives à son lot et autres implications résultant de ces modifications

9 – CLASSEMENT DE L'OPERATION

Type (activité principale et annexes) : ERP – Type R

CLASSEMENT DU SITE :

Action de la Neige et du Vent selon l'Eurocodes

Neige : Zone C1

Vent : Zone 1

Zone sismique : 3 (modéré)

Altitude : 255 m

REGLEMENT THERMIQUE APPLICABLE : /

RAPPORT INITIAL DU BUREAU DE CONTROLE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE : /

RAPPORT DIAGNOSTIC PLOMB : /

10 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

Toutes les entreprises devront prendre auprès du concepteur tous les renseignements qui lui seront nécessaires :

- Pour l'établissement de l'offre
- Pour assurer une parfaite exécution des travaux

Il est stipulé qu'en aucun cas les entreprises ne pourront se prévaloir d'insuffisance de renseignements pour justifier d'une augmentation de leur prix ou une exécution non conforme aux documents du projet. Pour les travaux à réaliser dans le cadre d'une opération d'extension ou de réhabilitation, les entreprises ont l'obligation de se rendre sur place et de prendre connaissance des lieux.

11 - PLANS DE LA CONSULTATION

L'entreprise devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assurer de leur concordance. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les plans et l'entreprise devra sur place s'assurer de la possibilité de mise en œuvre avant toute exécution. L'entreprise signalera en temps utile, les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'elle croirait utile d'y apporter. Il est précisé que les dimensions figurant sur les plans et descriptifs ne sont données qu'à titre indicatif.

12 - PLANS D'EXECUTION DE L'ENTREPRISE

Tous les plans d'exécution des entreprises devront être soumis à l'approbation du concepteur et les entreprises devront tenir compte des recommandations ou des rectifications faites et pourront exécuter que les travaux représentés sur les plans approuvés par celui-ci.

13 - DESCRIPTIF - (CCTP)

Le descriptif définit dans toute la mesure du possible les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, même ceux qui ne sont pas explicitement décrits, mais qui s'avèrent implicitement nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'Art et conformes aux normes et règlements en vigueur.

14 - QUANTITATIF – (DPGF)

Les quantités portées sur les DPGF sont calculées à partir des plans de consultation. Il appartient à l'entreprise, dans tous les cas, de vérifier ces quantités et de les adapter en fonction de son étude, de la visite des lieux et de la technicité du chantier employée. L'entreprise notera tous ses désaccords sur un mémoire annexé à l'acte d'engagement ou à son offre. Après notification du marché, aucune réclamation de l'entreprise ne sera recevable après signature des marchés.

15 - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION

Sauf dérogation portée par les documents particuliers du marché, l'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) existants suivants :

- Cahier des Clauses Techniques Communes (présent document)
- Prescriptions provisoires ou techniques isolées ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Règles de calcul
- Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises existantes
- Les D.T.U. et normes applicables sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de deux mois à celui du lancement de la consultation
- L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux non traditionnels est subordonné soit à un avis technique en cours de validité délivré en application de l'arrêté du 02/12/1969, soit à un accord expressément constaté par les parties.
- Eurocodes

16 - LIMITATION DU BRUIT

Les entrepreneurs devront se reporter à la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 dite « loi bruit » codifiée sous les articles L 571-1 à L 571-25 du Code de l'environnement, à son décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 ainsi qu'à l'arrêté du 22 mai 2006 du Ministère de l'Ecologie et du développement durable fixant les niveaux sonores maximaux admissibles. Ces règlements devront être respectés notamment en ce qui concerne la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes moto compresseurs et par les moteurs à explosion des engins de chantier

17 - SECURITE DES TIERS ET DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER

Les entrepreneurs devront se soumettre aux directives et recommandations du coordonnateur de sécurité dans le cas où il lui sera fait appel pour ce chantier dans le cadre de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi que les différents arrêtés parus ou à paraître pouvant être applicables.

L'entreprise devra prendre toutes les protections ou mesures pour assurer la parfaite sécurité des personnes (balisage, condamnation provisoire, etc...)

18 - PERMIS DE FEU

Le permis de feu est obligatoire pour tous travaux utilisant une source de chaleur. Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves. Le chantier devra être préalablement nettoyé, des protections seront disposées aux emplacements à risques. A côté de l'ouvrier, prévoir un aide muni d'un extincteur dont l'état de marche aura été préalablement et à chaque fois vérifié. Il est également recommandé de prévoir un système d'alarme conventionnel (trompe ou sifflet)

19 - ENGINS DE LEVAGE ET ACCES AUX OUVRAGES

Chaque entreprise assurera par ses propres moyens la manutention de ses matériaux. Toutefois, l'entreprise disposant de moyens de levage pouvant servir aux autres corps d'état, ne pourra en refuser la location à ceux-ci dès lors qu'ils en feraient la demande en temps utile. Chaque entreprise doit mettre les moyens nécessaires pour accéder à ses ouvrages tel qu'échafaudage, nacelle etc...

20 - NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté jusqu'à l'achèvement des ouvrages. A chaque stade de ses interventions, l'entrepreneur de chaque lot doit nettoyer les lieux et évacuer ses déblais et gravois aux décharges publiques.

21 - EVACUATIONS – ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise doit de se renseigner, pour la remise de son offre sur les conditions de mise en décharge et d'élimination des déchets dans le secteur géographique où se situe le chantier. Il prendra toutes les dispositions en conséquence et assumera tous les frais en découlant.

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

LOT N°2 - DEMOLITION / MACONNERIE

ENGAGEMENT DES ENTREPRISES POUR REEMPLOI

Les entreprises s'engagent à intégrer les matériaux de réemploi dans le cadre d'un protocole de vérification précisant :

- la traçabilité du produit
- Sa conformité d'usage
- Son état général

Les entreprises devront obligatoirement s'inscrire sur l'outil de suivi TRELLO, mis à disposition gratuitement par LOW CARBON DESIGN. Cet outil servira à :

- Référencer les matériaux proposés au réemploi
- Recueillir les avis des entreprises
- Valider collectivement les choix en concertation avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre, les bureaux d'études et, le cas échéant, le bureau de contrôle.

Les entreprises recevront une notification lors d'une proposition de matériaux de réemploi. Celles-ci s'engagent à répondre en moins d'une semaine sur le logiciel de suivi TRELLO.

1 INSTALLATION DE CHANTIER

Installation de chantier comprenant :

- reconnaissance des lieux et implantation des ouvrages
- vérification des cotes planimétriques et altimétriques
- installation d'une base vie composée d'un bureau de chantier avec mobilier et d'un wc avec lavabo compris raccordement électrique, eau et égout. l'entreprise devra maintenir ces installations en état de marche et de propreté pendant toute la durée du chantier
- EAU avec robinet de puisage
- mise en place de niveaux repères stables
- protections nécessaires pendant la durée des travaux
- démarches administratives nécessaires compris intégration des frais de voirie. pour ce faire l'entreprise se mettra en contact avec la ville
- repliement de toutes les installations compris remise en état de tous les ouvrages dégradés par les travaux

2 CLOTURE DE PROTECTION

Installation d'une clôture provisoire de protection continue de 2.00 m de haut type HERAS ou équivalent compris raidisseurs, portail d'entrée, scellements, signalisation, et remise en état de la chaussée après enlèvement de la clôture, toutes sujétions

LOCALISATION :

- façade OUEST, côté parking (parking privé de la DIRPJJ)

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

3 PANNEAU DE CHANTIER

Fourniture et pose d'un panneau de chantier de 1.50*2.00 selon modèle fourni par l'architecte (divers logos seront demandés) compris ossature bois et fixations, entretien de celui-ci pendant toute la durée du chantier, démontage en fin de travaux, toutes sujétions.

LOCALISATION :

- à définir

4 PROTECTION DES SOLS CONSERVES

Réalisation de la protection des sols conservés par en matériaux de réemploi type lés de sol en PVC ou rouleau de PDM compris nettoyage avant le mise en oeuvre, adhésif de fixation et de jonction, coupes, chutes, dépose une fois l'ensemble des travaux de tous les corps d'état terminés, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC (selon plan EDL)
 - bureau 5/6/7/9
 - dégagement 3
- Niveau R+1 (selon plan EDL)
 - dégagement 1
 - local technique (serveur)
 - bureau 3/4/5/6/9/10/11
- cage d'escalier entre RDC et étage : marches et paliers

5 ECHAFAUDAGE CLASSE 4

Ensemble échafaudage tubulaire avec plancher classe 4 (300 kg/m², celui-ci sera conforme aux normes en vigueur et DTU, comprenant :

- amené, montage, démontage et replis du matériel

NOTE DE CALCUL :

- l'entreprise du présent lot devra fournir les notes de calcul et les plans à l'architecte

STRUCTURE :

- ossature compris semelles, poteaux en tubes creux à emboîtement liaisonnés par remontée de 16cm ou verrouillés, moise en tube creux, longerons, traverses, contreventement, poutre de franchissement, plancher en acier galvanisé largeur mini de 0.60
- ancrage par étrésoillons en tube 40/49 fixé entre les tableaux ou ancrages en façade, ancrage sur poteaux de l'échafaudage
- garde de corps de 1.00 ht de modèle préfabriqué compris sous-lisse à 0.45 ht et plinthes de 0.15 ht

- Moyen d'accès par échelle inclinée à échelons, incorporée aux plateaux et rabatable en sous face des planchers ou escaliers
- trémies d'accès par trappe à fermeture automatique s'ouvrant à l'opposé du sens d'accès

GENERALITE :

- l'échafaudage restera en place pendant toute la durée des travaux des travaux de maçonnerie
- La réception de l'échafaudage sera faite avant utilisation en présence des différents intervenants (entreprise, SPS, maître d'ouvrage, maître d'oeuvre) pour vérifier la conformité de l'échafaudage par rapport au cahier des charges et adapté aux besoins
- l'échafaudage sera pourvu de la notice d'utilisation et de panneaux interdisant l'accès aux entreprises et personnes non autorisées
- nettoyage et remise en état après démontage
- mise en place de l'ensemble
- toutes sujétions

- en façade OUEST
 - au droit des ouvertures à modifier et/ou à boucher

Aménagement des nouveaux locaux de l'UEMO Jura

Site de Lons le saunier

165 Avenue Paul SEGUIN

6 DEMOLITION D'ALLEGE BETON DE 0.80 ML DE HAUT

Démolition d'allège en béton de 0.80 ml de haut comprenant :

- étude EXE à la charge de l'entreprise
- réalisation d'un sas en polyane pour limiter les poussières dans les locaux
- découpe soignée des doublages et des plinthes bois
- découpe de l'allège à la disqueuse pour permettre coupe propre compris passivation des armatures, descente et évacuations des gravas en centre de traitement agréé
- reprise des jambages en béton coffré compris coffrages, armatures, béton
- création de d'appui sans saillie compris rejingot, façon de pente, suivant demande du menuisier
- toutes sujétions

Dimensions de la menuiserie existante : 2.00*2.01

Dimensions de la menuiserie après modification : 2.00*2.81

LOCALISATION :

- façade OUEST, niveau RDC
- bureau 1

7 DEMOLITION D'ALLEGE BETON DE 0.40 ML DE HAUT

Démolition d'allège en béton de 0.40 ml de haut comprenant :

- étude EXE à la charge de l'entreprise
- réalisation d'un sas en polyane pour limiter les poussières dans les locaux
- découpe soignée des doublages et des plinthes bois
- découpe de l'allège à la disqueuse pour permettre coupe propre compris passivation des armatures, descente et évacuations des gravas en centre de traitement agréé
- reprise des jambages en béton coffré compris coffrages, armatures, béton
- création de d'appui sans saillie compris rejingot, façon de pente, suivant demande du menuisier
- toutes sujétions

Dimensions de la menuiserie existante : 2.00*2.01

Dimensions de la menuiserie après modification : 2.00*2.41

LOCALISATION :

- façade OUEST, niveau R+1
- bureau 8

8 BOUCHEMENT D'OUVERTURE DE 80/201 EN MACONNERIE D'AGGLOMERES CREUX DE 20 DANS MUR DE FACADE

Bouchement d'ouverture de 0.80*2.01 en maçonnerie d'agglomérés creux de 0.20 hourdés au mortier de ciment dans mur de façade compris démolition de l'appui de fenêtre existant, liaisons, matage, enduit ciment aux 2 faces, toutes sujétions

LOCALISATION :

- façade OUEST, Niveau RDC
- bureau N°1
- façade OUEST, Niveau R+1
- bureau N°9

9 DEMOLITION DE PERRON

Démolition du perron d'entrée en béton de 2.00*1.30. L'entreprise devra prendre toutes les précautions qui s'imposent lors de la démolition car le perron est sur une étanchéité avec finition en enrobé compris démolition des rampes en enrobé (sur 3 faces) d'environ 1.00 de long, celles-ci sont indépendantes de l'étanchéité et évacuation des gravats en décharge agréée, toutes sujétions

LOCALISATION :

- façade OUEST
- accès personnel

10 DEMOLITION DE REVETEMENT CARRELAGE

Démolition de revêtement carrelage compris dépose des plinthes, sortie des gravats et évacuation en décharge agréée, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - hall d'entrée
 - sas

11 DEMOLITION DE CHAPE CIMENT

Démolition de chape ciment compris nettoyage du support, sortie des gravats et évacuation en décharge agréée, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - hall d'entrée
 - sas

12 ARRACHAGE DE REVETEMENT DE PVC

Arrachage de revêtement de sol PVC comprenant :

- arrachage des plinthes suivant le cas
- nettoyage du support pour permettre la pose d'un nouveau revêtement sol compris élimination des traces de colle, du ragréage
- évacuation en décharge agréée, toutes sujétions

LOCALISATION :

- Niveau RDC
 - sanitaire hall d'entrée
 - sanitaire 1
- Niveau R+1 :
 - sanitaires

13 RESERVATION POUR BAC A DOUCHE

Réalisation de réservation d'environ 1.00*1.20, épaisseur suivant demande du lot plomberie, dans dalle ou chape existante pour mise en place de bac à douche (à la charge du plombier) compris découpe soignée, démolition et évacuation des gravats, toutes sujétions

LOCALISATION :

- niveau RDC
 - sanitaire 1